



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille seize le 22 mars, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 15 mars 2016, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. BODIN à Mme QUERAL, Mme HOLGADO à M. CARREAU

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. INOCENCIO est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

20 – REPRISE ET REAFFECTATION "PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE REDEVABLES"

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

L'instruction M14 oblige les collectivités locales à constituer des provisions pour faire face à des risques de non recouvrement de recettes.

Les provisions prises pour les contentieux, ci-dessous, désignées ont été imputées :

- en 2001 : contentieux MARET pour un montant de 175 775,09 € aux comptes recettes d'investissement : 15182 « autres provisions pour risques » et dépenses de fonctionnement 6815 « dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement courant ».
- en 2014 : contentieux Société des Amis du Vieux Blaye (SAVB) pour un montant de 32 600,00 € aux comptes recettes d'investissement 15182 « autres provisions pour risques » et dépenses de fonctionnement 6815 « dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement courant ».

Le compte 15182 est réservé aux provisions pour risques dès que le litige est connu et que le jugement est en cours. Or, ceux-ci sont devenus définitifs. Elles doivent être affectées aux comptes 4912 et 6817.

De ce fait, elles doivent être reprises sur le compte pour les montants non recouverts :

- **dépenses d'investissement 15182 « autres provisions pour risques »** pour un montant de 139 281,65 € pour le dossier MARET et 19 755,58 € pour l'affaire SAVB,
- **recettes de fonctionnement 7815 « reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant »** pour un montant de 139 281,65 € pour le dossier MARET et 19 755,58 € pour l'affaire SAVB.

et imputées sur le compte des :

- **recettes d'investissement 4912 « provisions pour dépréciation des comptes de redevables »** pour un montant de 139 281,65 € (Affaire MARET) et 19 755,58 € (Affaire SAVB),
- **dépenses de fonctionnement 6817 « dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants »** pour un montant de 139 281,65 € (Affaire MARET) et 19 755,58 € (Affaire SAVB).

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à réaliser les opérations d'ordre budgétaire et à réaffecter ces provisions.

Ces opérations comptables sont prévues au Budget Principal M14 de la Commune.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 14 mars 2016 et a émis un avis favorable .

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 25/03/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160322-27390-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

